

**Spécial CADRE A**

Résultats du sondage IPSOS cadres A : Un RGF bien discret

Lors de notre entrevue du 9 juillet 2007, M.PARINI s'engageait à communiquer à l'ensemble des cadres A du département les résultats du baromètre IPSOS encadrement et à réunir les adjoints.

Il n'en a rien été et pour cause ...

En effet, les résultats de ce sondage effectué à la demande de la DGCP sur le moral des cadres au Trésor Public sont sans ambiguïté.

Cette enquête, effectuée en février dernier, à laquelle plus de 60 % des cadres ont répondu a permis de dégager les principaux points suivants :

Le constat : deux familles de cadres

- Chefs bureaux de centrale, encadrement supérieur des TG (fondés, chefs de département, auditeurs, chefs DIT).

Ils se caractérisent par un bon niveau d'adhésion aux réformes, une bonne perception des bénéfices du changement et un bon épanouissement dans le travail.

- Chefs de poste, adjoints, encadrement intermédiaire dans les TG (chefs de division, chefs de service, chargés de mission), encadrants des DIT, Huissiers, rédacteurs en centrale.

Ces derniers ont une toute autre appréciation en portant un regard lucide sur les réformes et leur intérêt, sur la pénurie des effectifs, sur leur évolution de carrière, sur leurs conditions de travail. C'est ainsi que **70 %** des chefs de division et **66 %** des chefs de poste trouvent le rythme des changements trop rapide.

De plus, ils ne sentent ni soutenus, ni appréciés à hauteur de leur investissement par leur hiérarchie.

L'absence de lisibilité de leur fonction d'encadrement, le manque de reconnaissance individuelle et collective, l'empilement des réformes, les suppressions massives d'emplois et la détérioration des conditions de travail ne peuvent qu'entraîner une certaine démotivation qui ne reste contenue que grâce à leur investissement, leur sens du service public et à ceux de leurs équipes. A ce titre, une forte majorité de cadres reproche le manque de valorisation et de reconnaissance du travail des équipes (tous agents confondus) des postes et services. C'est ainsi, alors que se profilait la décision de fusion DGI/DGCP, que seulement **6 %** des cadres en poste comptable pensaient que leur situation irait en s'améliorant.

Le quotidien vécu par l'encadrement de proximité est effectivement différent des statistiques (exemple : taux net de recouvrement) que la direction s'emploie à valoriser. A ce titre, l'absence de programmation de réunions d'information sur la fusion par le RGF, notamment pour les cadres A non comptables est significative de l'absence de considération exprimée à l'égard de ces collaborateurs.

Elle privilégie trois axes d'actions :

- 1) élaborer un référentiel de « standards de qualité managériale »
- 2) programmer des formations au management
- 3) créer une forme d '« université des talents » du Trésor public (en s'inspirant de certaines expériences dans le réseau, les universités des cadres IGPDE etc.) »

Rester dans cette seule logique de management montre bien une fois de plus que la direction n'a rien entendu. Le management qui consiste à « serrer la vis » ne réussira qu'à augmenter un malaise déjà croissant.

Un tel constat appelait au contraire de la part de cette dernière une réflexion tant au niveau national que local. Ecouter, solliciter les avis constituait une phase préalable de bon sens avant de tirer des conclusions pour le moins limitées. Il n'en sera rien.

Dans ces conditions comment s'étonner que **36 %** des interrogés se déclarent démoralisés, démotivés voire en burn-out.

Et ce n'est pas la fusion (sur laquelle nous reviendrons en détail dans un prochain tract) et son cortège de suppressions d'emplois, de restructurations hasardeuses, de blocage des mutations, de diminution de perspectives de carrières et l'annonce ministérielle de promotions « *sous réserve d'adhésion aux réformes* », qui amélioreront la situation.

Les propositions de la CGT

Pour une réelle reconnaissance professionnelle la CGT se prononce pour :

- pour une définition claire des emplois et contre la banalisation des fonctions des cadres A. non comptables
- une rénovation de la grille indiciaire permettant une reconnaissance des compétences.

Pour des règles de gestion plus juste au niveau national la CGT demande:

- la publication de tous les emplois vacants au niveau national (inspecteurs)
- une meilleure visibilité des postes disponibles (RP) et un affichage précis des évolutions des postes en deux classements
- la suppression de la règle de blocage des 3 ans pour les mutations et contre toute pénalisation liée à un refus de mutation
- la transparence et la lisibilité des emplois non comptables
- de réels débouchés pour les cadres A

Pour travailler mieux la CGT revendique :

- une autre conception de l'encadrement qui passe par une remise en cause de la politique d'individualisation des objectifs et des performances, qui en plus de dénaturer le service public rendu, conduit le cadre a n'être qu'un rouage des réformes de l'Administration.
- un système de notation plus juste, tant que pour le cadre A noté que pour le cadre A notateur



Les cadres A de la CGT se tiennent à votre disposition pour d'éventuelles discussions ou toutes propositions de votre part sur tous les sujets concernant l'encadrement au Trésor. Nous vous rappelons que les élections pour les CAP se tiendront en décembre 2007 et que toute candidature sur la liste CGT est la bienvenue.

Pour tout contact :

jean-luc.youhanna@cp.finances.gouv.fr
marie-christine.coste@cp.finances.gouv.fr
alain.presti@cp.finances.gouv.fr

Notre site local : <http://www.tresor.cgt.fr/75>

Notre mail : cgt.750@cp.finances.gouv.fr